Ce texte est initialement paru, sous le titre « Revolution to go : Reordering Mai 68 », dans la *New Left Review* (57e année, mai-juin 2009, p. 127-137) – que nous remercions de nous avoir gracieusement autorisés à en faire paraître la traduction.

Agone n°44, 2010 « Rationalité, vérité & démocratie »

Recadrer Mai 68
Une révolution prêt-à-porter

Le quarantième anniversaire de Mai 68 a donné lieu à une gestion à grande échelle et pleine de sens civique de la mémoire historique, allant de l'exposition en plein air, place de la Sorbonne, de gigantesques photographies de scènes de barricades prises dans le feu de l'action par Marc Riboud aux numéros hors-série de *Télérama* et du *Magazine littéraire*, en passant par les centaines de titres consacrés à la révolte qui ont encombré les rayonnages des librairies à travers le pays. Parmi ceux-ci, *La Pensée anti-68* de Serge Audier, publié par l'ancienne maison d'édition de François Maspero. En 1985, les philosophes de gouvernement [*establishment philosophers*] Luc Ferry et Alain Renaut avaient sorti un essai polémique, *La Pensée 68*, qui dénonçait la fascination exercée sur les rebelles de cette année-là par tant de sinistres *maîtres à penser** [4], ennemis de l'humanisme : de Deleuze et Lacan (dont les machines désirantes et les structures psycho-linguistiques laissaient le sujet humain seul et impuissant) à Foucault et Derrida (épigones des calamiteux Nietzsche et Heidegger). On pourrait croire que *La Pensée anti-68* se pose comme une riposte à ce livre-là. Mais en fait, bien qu'il contienne une section répétant les célèbres écrits qui démontrent combien cette influence est un mythe, le livre n'est rien de tel. Il a plutôt été pensé comme un exercice de défense d'une cause bien plus contemporaine.

Le livre s'ouvre sur le discours de Sarkozy qui s'en prend au funeste héritage de 1968, prononcé pendant sa victorieuse campagne présidentielle du printemps 2007. En chute libre dans les sondages, le parti socialiste (PS) était depuis ce moment le terrain de manœuvres et de luttes intestines pour la meilleure place. Trois principaux prétendants s'étaient engagés dans une rude bataille pour le leadership : la candidate vaincue

4. Les mots en italiques suivis d'un astérisque à leur première occurrence sont en français dans le texte. Toutes les notes sont de la rédaction.

à l'élection présidentielle Ségolène Royal, la première secrétaire Martine Aubry et le maire de Paris Bertrand Delanoë [5]. Mais en cherchant chacun de leur côté des nouveaux slogans, ils ont en fait parlé d'une seule et même voix. La grande tâche consiste à expliquer aux Français que le libéralisme et le socialisme ne sont pas opposés mais jumeaux – le libéralisme politique et le socialisme démocratique, s'entend. Selon ce point de vue, il importe surtout d'affirmer que le libéralisme économique n'aurait rien à voir avec le libéralisme politique. Certes, on remarque malgré tout que les déclarations sur ce sujet dans les ouvrages respectifs d'Aubry et de Delanoë, *Et si on se retrouvait…* et *De l'audace !*, sont généralement suivies d'une défense vigoureuse du marché comme garant de l'harmonie sociale et du progrès matériel. Dans leur livre commun *Si la gauche veut des idées*, Royal et le sociologue Alain Touraine sont encore plus explicites, mentionnant avec fierté les difficiles mais nécessaires réformes pour soutenir la croissance économique (privatisation, dérégulation, retraites) mises en place par le PS sous Mitterrand. Dans ce cadre, l'intérêt actuel de l'élite socialiste pour le libéralisme en tant que doctrine politique a « une fonctionnalité tout autre qu'une simple mise au point dans l'histoire des idées » [6]. Cet intérêt répond à un besoin conjoncturel pressant.

C'est dans ce contexte que le livre d'Audier a reçu un accueil chaleureux. Ambitieux normalien proche de la quarantaine, Audier appartient à une génération d'universitaires français pour lesquels les références à des penseurs américains idéalisés sont aussi importantes que les hommages aux plus grands intellectuels de la IIIe République. Enseignant désormais à la Sorbonne, il a vu sa cote monter lorsque la gauche institutionnelle a pu utiliser ses travaux – exhumant des notables radicaux tels que Léon Bourgeois ou Célestin Bouglé pour les assimiler à la cause du libéralisme social – dans sa recherche de nouveaux moyens pour ne surtout pas changer. Tocqueville, Aron et plus récemment Walter Lippmann [7] sont les

5. Ce compte rendu date du printemps 2009, peu après le congrès de Reims, et avant que l'effacement (provisoire ?) de certains prétendants ne laisse plutôt la place à d'autres face-à-face, conformément au jeu de têtes qu'affectionnent tant les commentateurs et qui ne change pas grand-chose au sein du parti socialiste.

6 Lire Sylvain Pattieu, « La bibliothèque rose (pâle) du parti socialiste », *Contretemps* <www.contretemps.eu/lectures/bibliotheque-rose-pale-parti-socialiste>.

7. Le journaliste et essayiste Walter Lippmann (1889-1974), grande figure de la pensée libérale américaine de la première moitié du XXe siècle, est surtout connu en

autres objets de ce travail d'exhumation révérencieuse. À un moment où le PS essaie de redorer son blason en défendant un libéralisme bienveillant [*caring liberalism*] – un libéralisme qui n'aurait pas tourné le dos aux aspirations de Mai 68, qui nous aurait apporté l'antiracisme, le féminisme, la participation des citoyens et tant d'autres nobles causes –, Audier et son domaine de spécialisation arrivent à point nommé. Avec *La Pensée anti-68*, il a profité de l'opportunité de marché qui se présentait à lui.

Audier commence par dire qu'il distinguera trois domaines de réflexion intellectuelle sur 1968 : la vulgate d'aujourd'hui, les réactions de l'époque, les transformations dans la philosophie et les sciences sociales qui ont probablement (ce n'est jamais expliqué très clairement) agi comme un pont entre hier et aujourd'hui. Mais il s'avère que cette classification a peu, voire pas de rapport avec ce qui suit, les différentes parties du livre n'y faisant guère référence. En bonne logique, les trois types choisis par Audier auraient dû plus ou moins correspondre aux fruits des années, mettons, 1968-1970 ; puis d'une période indéterminée ; puis enfin des années 2000-2008. Mais le livre n'a strictement aucun ordre chronologique, allant et venant négligemment de 2007 à 1998, à 1968, à 1982, à 1978, à 2003, etc., mentionnant même à peine la date de parution d'un livre ou d'un opuscule. Le résultat est un méli-mélo de commentaires et de critiques aux styles différents, venant d'époques différentes et uniquement réunis par les caprices d'Audier. On a l'impression d'un stand de tir envahi de cibles : tout est chaos, mais le jeu lui-même est en permanence truqué.

L'un des aspects du livre qui semble le plus bizarre, c'est qu'Audier ne fait jamais vraiment référence à ce qui s'est passé, ou a failli se passer en 1968. Mais cela reste conforme à son but sous-jacent, qui n'est pas de sauver la révolte de Mai mais plutôt une certaine idée du libéralisme malheureusement souillé par diverses critiques qui lui ont été faites. Le vrai trio qui organise le livre, ce n'est pas la typologie annoncée au début, rapidement oubliée, mais les cibles de l'animosité politique d'Audier. Le premier objectif du livre est de liquider tout souvenir d'un passé révolutionnaire, en évitant de parler de l'insurrection elle-même et en écartant l'« ultra-gauche » qui lui reste fidèle. Les objets de ses foudres sont Kristin Ross, pour son ouvrage *Mai 68 et ses vies ultérieures*, scandaleusement radical, Guy

France pour le « colloque » qui porte son nom, tenu en 1938 à Paris autour de lui et de son livre *La Cité libre*, afin de réfléchir aux défis et à l'avenir du libéralisme.

Hocquenghem, pour avoir cloué au pilori les célèbres renégats de Mai, et Serge Halimi, du *Monde diplomatique*, pour l'avoir soutenu [8]. Le second but d'Audier est de sauver le vrai libéralisme – le libéralisme social – de ses déformations excessivement conservatrices ou excessivement individualistes. Pierre Manent, Alain Finkielkraut et Luc Ferry incarnent, parmi tant d'autres, le premier danger ; le sociologue Gilles Lipovetsky le second. Le dernier objectif n'est pas moins crucial : *La Pensée anti-68* cherche à éluder les critiques républicaines du libéralisme, coupables selon elle depuis les années 1960 d'une incapacité antidémocratique à respecter les valeurs des droits de l'homme et le progrès moral des sociétés occidentales. Régis Debray, Marcel Gauchet et Blandine Kriegel font partie de ce dernier groupe.

Face à cette galerie de déformateurs et de calomniateurs, où trouver le véritable défenseur de 1968 ? Facile : dans l'éminent penseur auquel Audier a non seulement dédié un petit bréviaire déférent (*Raymond Aron. La démocratie conflictuelle*, 2004), mais dont il a également reçu le prix éponyme pour avoir éclairci ce que l'individu en question pensait d'un autre grand homme (*Tocqueville retrouvé*, 2001). Toujours est-il qu'Audier a battu là un record d'acrobaties intellectuelles. Dans un livre sur *la pensée anti-68**, faire de la bonne réputation de Raymond Aron le cœur même de son argumentation est soit incroyablement téméraire, soit franchement malhonnête. De sa chaire de sociologie à l'École pratique des hautes études, et comme éditorialiste au *Figaro*, Aron s'adressait en 1968, tout terrorisé qu'il était, à un large public. Entre mai et juin, il dénonça l'occupation des universités comme une « conjuration de la lâcheté et du terrorisme » et compara les étudiants révoltés – lorsqu'il ne les taxait pas de *fils à papa** insultant une société de consommation dont ils profitaient grassement – aux apprentis sorciers qui avaient ouvert la voie à Hitler en Allemagne. Le 30 mai, il descendit fièrement les Champs-Élysées aux côtés de cohortes de bourgeois pour soutenir l'ordre établi et montrer au monde que « de Gaulle n'était pas seul ». S'il existe un penseur qui, par son impact quotidien, mérite le titre de *penseur anti-68**, c'est bien Aron.

La Révolution introuvable, qu'Aron s'est dépêché de publier en août après l'écrasement du soulèvement populaire de mai-juin, a mis les points sur les « i » et les barres sur les « t » de son intervention contre-révolutionnaire, très justement comparée par son biographe Nicolas Baverez au rôle de

8. Kristin Ross, *Mai 68…*, *op. cit.* ; Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* (1986), Agone, 2003, préface de Serge Halimi.

Tocqueville en 1848. Audier ne peut tolérer une telle franchise et déplore amèrement que Baverez puisse écrire que « le crime d'Aron consista à tenter de pulvériser les mythes fondateurs de la génération de mai 1968, qui prétendait ériger un carnaval en serment du jeu de Paume, comme il avait dessillé treize ans plus tôt les progressistes séduits par *L'Opium des intellectuels* » [9]. À « l'extrême gauche », Kristin Ross est prise à partie pour s'être étendue trop longuement sur ce qui, au premier abord, pourrait sembler choquant (Audier se garde bien de renvoyer à la moindre citation) dans les déclarations d'Aron à propos de 1968, mettant inutilement et de manière outrée en évidence sa solidarité avec de Gaulle. Après tout, rappelle Audier, Aron a défilé avec son proche ami Kostas Papaïoannou, « un spécialiste du marxisme, qui était aussi l'ami du situationniste René Viénet » ! Des arguments aussi futiles annoncent la couleur.

La véritable raison pour laquelle Aron est un guide aussi indispensable pour comprendre 1968, on la trouve dans ses sages recommandations de réformes pour s'assurer que rien de tout ce qui était arrivé ne se reproduirait. Ainsi, après la fin du mouvement, et une fois remis de ses peurs, Aron s'est empressé de soutenir les demandes des travailleurs pour mieux peser sur l'organisation de leur travail, et de plaider pour moins de rigidité dans les relations entre étudiants et professeurs à l'université, dans les amphithéâtres et lors des examens. Dans la version d'Audier, Aron devient un véritable allié des opprimés. Un allié pragmatique, bien sûr. Loin de vouloir libérer un capitalisme sauvage, il s'est avéré être un fervent défenseur de la « *participation démocratique* des citoyens et des ouvriers », cherchant à « récupérer » les demandes « implicites » de la grève générale – une fois celle-ci terminée – en les adaptant à une forme plus souple de libéralisme. Audier affecte une naïveté béate, bien étrangère à Aron, lorsqu'il suggère que l'inventaire des réformes souhaitables proposées par ce dernier était tout sauf l'expression d'une ferme opposition de principe à Mai 68, alors que c'était précisément le cas. Il lui suffit d'établir qu'Aron n'est pas Hayek, et que seuls les doctrinaires auraient pu les confondre. Après avoir présenté en tête d'ouvrage l'évaluation faite par Aron de la révolte de Mai comme la seule position « réaliste » et « mesurée », Audier peut commencer à passer en revue les différentes versions qui ont enfoui celle d'Aron sous un monceau d'interprétations erronées de 1968.

9. Nicolas Baverez, « L'effort pour comprendre, la passion d'agir : Raymond Aron face à Mai 68 », *Le Figaro*, 14 mai 1998.

Au fur et à mesure qu'on avance dans le livre, il y a deux fils conducteurs qu'on ne perd jamais de vue. Le premier part du principe que, correctement compris, le libéralisme est une doctrine exclusivement politique – doctrine nullement étrangère à la mentalité française mais trop peu appliquée dans ce pays. En insistant sur le fait qu'il faut réfuter le mythe toujours puissant selon lequel le libéralisme est peu ancré dans la pensée politique française, Audier cite Chirac, qui disait en 1984 : « En France, le problème majeur avec le libéralisme, c'est qu'il n'a jamais été mis en pratique. À nous de montrer que le libéralisme peut marcher en France. » Le fait que ce discours ait été prononcé lors d'un congrès d'économistes de renom semble être passé inaperçu. Le second aspect de ce passage en revue est bien plus étrange. Au fur et à mesure qu'il avance dans son raisonnement, Audier reprend le terme de « *libéral-libertaire** » comme s'il désignait une véritable tradition politique française, à laquelle il ne manquerait que d'être identifiée et formalisée par les historiens. Or, il s'agit en fait d'un néologisme péjoratif créé par le philosophe et sociologue marxiste Michel Couscard en 1972, que Régis Debray s'est réapproprié et qu'il a réutilisé dans sa description corrosive de la dérive de ces *soixante-huitards** désormais acquis à l'économie de marché et au modèle américain, et réconciliés avec l'ordre établi tout en espérant préserver une aura de leur ancienne dissidence. Audier, cependant, détache le terme *libéral-libertaire* de son histoire avec une allégresse si primaire qu'il arrive à voir en Jean-Paul Sartre son véritable représentant.

Audier arrive à ses fins au moyen d'une double opération. Pour l'après-guerre, il traite des différentes tendances du socialisme, du *gauchisme**, du syndicalisme, des idées libertaires et même de l'anarchisme, ainsi que des philosophes jugés suffisamment humanistes, comme autant de pièces qui s'inscrivent dans la tradition libérale moderne. Il se base sur une tournure désinvolte trouvée dans les *Réflexions sur la question juive* et sur une invocation du royaume des fins de Kant piochée dans un autre texte de Sartre pour l'insérer dans ce fatras. Chacune de ces traditions politiques était pourtant tout à fait distincte, et nombre d'entre elles refusaient de considérer les routines électorales, les libertés négatives ou les carottes du marché comme les principes de base pour structurer une nouvelle société. Durant cette période, Sartre a esquissé dans ses ouvrages un socialisme qui réaliserait une liberté individuelle incompatible avec les deux camps qui commençaient à entrer dans la guerre froide. L'objectif qu'il partageait avec beaucoup d'autres n'était pas de créer une Europe située à mi-chemin

Agone n°44, 2010 « Rationalité, vérité & démocratie »

entre « le socialisme réel [*actually existing socialism*] » en Russie et le capitalisme triomphant aux États-Unis mais d'établir un nouvel ordre en rejetant complètement ces deux modèles, de fonder un univers moral qui ne pourrait advenir que par une révolution politique.

Vingt ans plus tard, Sartre a conclu que « le marxisme était l'horizon indépassable de notre temps » et a produit son second grand ouvrage philosophique sur ce sujet. Sa célèbre analyse de l'aliénation sérialisée dans les sociétés capitalistes modernes et de son dépassement dans toute révolution par les « groupes en fusion », la *Critique de la raison dialectique* (1960), était une anticipation évidente de plusieurs thématiques centrales de 1968. Quand la révolte a éclaté, mettant de côté son travail sur Flaubert, Sartre a plongé la tête la première dans les événements : présent à la Sorbonne avec les étudiants, les exhortant sur les ondes à ne pas abandonner la lutte, vendant ensuite des exemplaires de *La Cause du peuple* dans la rue, puis travaillant à faire décoller *Libération*. Audier expurge tout cela, bien sûr, occultant tout ce que Sartre avait de révolutionnaire. Le fait que ce dernier a tout particulièrement, et à maintes reprises, salué la violence même des étudiants, ou que ses sympathies après 1968 sont allées aux maoïstes de la Gauche prolétarienne ne peut être mentionné. Comment un libéral-libertaire aurait-il pu être coupable d'une chose pareille ? Dans l'album des bons penseurs d'Audier, même un révolutionnaire aussi intrépide que Daniel Guérin – fougueux historien des *bras nus** de la Ire République, qui a fait la synthèse entre marxisme et anarchisme et expliquait que, plus jeunes, « le stalinisme et la social-démocratie nous dégoûtaient » – est transformé en brave garçon *à tendance libérale**.

Si on pouvait certes placer les réponses antinomiques de Sartre et d'Aron sous la rubrique des réactions de l'époque – mais Audier oublie de le faire –, en revanche, les prises de position ultérieures sont fourrées ensemble dans un tohu-bohu sans structure ni cohérence historique. Impossible de trouver le moindre élément de contexte, pourtant indispensable pour comprendre les mutations du discours politique entre 1960 et 1990. Pas moyen, surtout, de trouver la guerre froide, le grand absent du livre – et dont Audier lui-même est un produit tardif et avachi. Il consacre ainsi une place considérable aux condamnations virulentes et instinctives, par les chefs du parti communiste français (PCF), des étudiants qu'ils présentaient comme des enfants gâtés de la bourgeoisie, de faux révolutionnaires servant les intérêts du capital, des crypto-gaullistes ou des anarchistes de pacotille ne comprenant rien à rien. C'est une histoire bien connue, à

laquelle Audier ne fait qu'ajouter l'absurdité de traiter les sorties de Jacques Duclos ou de Georges Marchais comme si elles représentaient un épisode honteux et secret que « l'extrême gauche » d'aujourd'hui aimerait bien oublier. Kristin Ross, se plaint-il, préfère dénoncer les trahisons des anciens soixante-huitards plutôt que de parler du rôle du PCF à l'époque. Alors qu'elle met au contraire en évidence l'hostilité presque majestueuse de *L'Humanité* envers les étudiants et l'incapacité du PCF aussi bien à anticiper qu'à contrôler ou juguler la vague de grèves des travailleurs, jusqu'à ce que Pompidou l'appâte avec les accords de Grenelle. Le mépris pour les manœuvres et les insuffisances du PCF et de la CGT était au cœur du soulèvement des étudiants. Au sein de la classe ouvrière, la résistance aux communistes et aux cégétistes s'est fait entendre dans les sifflets qui ont accueilli Georges Séguy à Billancourt le 27 mai, lorsqu'il venait annoncer les piètres gains négociés au ministère du Travail – avec l'aide, entre autres, de Jacques Chirac.

Quoi qu'il en soit, ce qu'Audier occulte complètement, c'est le tournant des années qui ont suivi. Au milieu des années 1970, le paysage politique était dominé par la montée en puissance de l'Union de la gauche. La perspective d'associer les communistes à l'exercice du pouvoir dans une coalition gouvernementale avec les socialistes a glacé d'effroi les bourgeois, qui n'étaient plus protégés par le prestige de De Gaulle. Cela a donné lieu à une violente campagne idéologique contre l'imminent danger totalitaire [10]. Aux avant-postes de cette mobilisation, on trouvait la troupe des maoïstes renégats qui n'avaient gardé de 1968 que leur haine du PCF – André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Jean-Paul Dollé et compagnie – et se jetaient dans la bataille, en tant que *Nouveaux Philosophes**, pour défendre l'ordre établi, au nom bien sûr de leur rôle courageux au moment de Mai. Audier évite soigneusement de parler d'eux, ou même des couches plus vastes de *soixante-huitards* bien en vue qui faisaient alors de superbes carrières dans les médias ou dans le monde des affaires. Serge Halimi est critiqué pour avoir tourné ces vendus en dérision, au motif que, leur accorder autant d'attention, c'est « oublier les millions d'individus qui ont participé au mouvement et qui n'ont pas fini rédacteurs en chef de quotidiens ou PDG » –, piété sentencieuse dont

10. Lire Michael Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie anti-totalitaire en France (1968-1981)*, Agone, 2009.

la fonction est simplement de couvrir sa propre répugnance à ce qu'on puisse considérer les renégats de 68 comme des faiseurs d'opinion.

La raison de ce manque d'enthousiasme est claire. Audier a intériorisé les axiomes du front antitotalitaire à tel point qu'il peut renvoyer à la « critique du communisme » comme si elle était encore à l'ordre du jour. Ce que son livre propose avant tout, c'est une variante plus guindée et sous-professorale de la perspective de *BHL et Cie**. Idéologiquement parlant, seule une légère variante dans le pedigree permet d'établir une distinction. C'est Aron, certes pas totalement absent de l'arsenal des *Nouveaux Philosophes*, qui apparaît au premier plan des préoccupations d'Audier, plus jeune d'une génération ; et ce n'est pas le maoïsme, mais *Socialisme ou Barbarie* qui fournit des références « au sein même du mouvement ». Ainsi, les deux autres mentors d'Audier sont Cornelius Castoriadis, devenu dans les années 1980 un moulin à paroles connu pour son ouvrage hystérique *Devant la guerre*, mettant l'Europe en garde contre une reddition imminente à la « stratocratie » guerrière de l'Union soviétique ; et Claude Lefort, qui s'est rallié dans les années 1990 à la volonté du gouvernement de centre-droit de réduire les aides sociales. Audier ne fournit aucun indice de tout cela, lui qui considère sans doute ces informations comme allant autant de soi que l'« anticommunisme » viscéral de Cohn-Bendit – qui lui vaut d'ailleurs des félicitations. Outre-atlantique, ses références sont exactement les mêmes. À qui se réfère-t-il ? Aux *Cold Warriors* [11] gravitant autour du magazine *Dissent*, aux partisans de la guerre du Vietnam (Harrington), aux champions de l'expansionnisme israélien (Walzer) et aux adeptes de la guerre contre le terrorisme (Paul Berman).

En se contentant de considérer la défaite de l'Union de la gauche en 1978 et le tournant néolibéral de l'époque Mitterrand dans les années 1980 comme des événements si naturels qu'ils ne méritent même pas d'être mentionnés, Audier n'arrive pas à expliquer ce qui est survenu après 1968. La décontextualisation – qui fait de *La Pensée anti-68* un ouvrage d'histoire intellectuelle aussi mauvais – n'est à aucun endroit plus évidente que dans le traitement que fait Audier de sa *bête noire**, la cible principale de son livre : Régis Debray. Audier le condamne en effet pour le même crime, bien que sous des noms différents, le dénonçant d'abord comme un marxiste dogmatique, puis comme un gaulliste républicain. Mais c'est

11. Au sens de « guerriers » de la guerre froide : les hommes qui, dans un camp comme dans l'autre, étaient à la pointe du combat contre le bloc adverse.

l'interprétation historique de 1968, développée dans son célèbre essai publié dix ans plus tard [12], qui, pour Audier, traverse comme un *fil conducteur** toute l'œuvre de Debray. Les récentes attaques de ce dernier contre le précieux consensus autour des droits de l'homme et de la démocratie n'ont de sens qu'à la lumière de cet acte original d'interprétation destructrice, dont les thèmes (l'idée que la révolte de Mai représente la percée d'un individualisme complaisant et d'un rejet hédoniste de toute discipline collective, lesquels ont été les éléments déclencheurs de la ruée vers le capitalisme consumériste en France) surgissent pourtant dans n'importe quelle autre tirade conservatrice contre Mai 68 – parmi lesquelles on peut d'ailleurs ranger sa version.

La balourdise avec laquelle Audier met dans le même sac *Modeste contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire* et tant d'autres réprobations de Mai n'est pas simplement chronologique et esthétique – comme si l'assortiment de vulgarisations d'idées inspirées par l'ouvrage pouvait les faire appartenir à la même période alors qu'elles sont des détritus bien plus tardifs et dénués du faible éclat sardonique du livre de Debray. Cette balourdise est d'abord politique. Car, écrit en 1978, à l'apogée du succès des *Nouveaux Philosophes* et consorts, l'essai de Debray constituait une critique acerbe du type de *pensée pro-68** édulcorée que ceux-là représentaient à gauche – et qu'Audier reproduit désormais. Le temps que Debray a passé dans la guérilla bolivienne et son emprisonnement militaire lui ont donné une vision plus dure de ce qui était impliqué dans une révolution que la plupart de ses contemporains, une vision plus claire de ce que représentait un compromis avec le capitalisme. « La République bourgeoise avait fêté dans la prise de la Bastille sa naissance, elle fêtera un jour sa renaissance dans la prise de parole de 1968. » Sous Giscard, l'avènement de l'individualisme, du moralisme, du consumérisme, de l'apathie politique et de l'engouement retrouvé pour la *main invisible** ont été des changements culturels plus annoncés que contestés par le flot verbal de 1968. Selon cette lecture, les événements de Mai ont été à la fois une crise facilement digérée dans la turbine capitaliste vampirique et une manifestation de l'ordre même étant donné que les victoires obtenues après les événements – hausse des salaires pour les

12. Régis Debray, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Maspero, 1978 (Mille et une nuits, 2008).

ouvriers, expansion des universités – ont fait de la révolte « le plus raisonnable des mouvements sociaux ; […] la triste victoire de la raison productiviste sur les déraisons romantiques ».

Audier fulmine contre l'idée de Debray selon laquelle les étudiants, les ouvriers et tant d'autres qui pensaient lutter contre le capitalisme dans les années 1960 le promouvaient sans le savoir, et que c'était une illustration de la ruse de la raison. Le seul ennui, c'est qu'Audier ne s'oppose pas au fait de voir la révolte à travers ce prisme hégélien : il ne s'y oppose pas *vraiment* ; pas quand c'est Aron qui attend cyniquement de cueillir les fleurs qui poussent sur la tombe de la gauche – dont la mort, noble et nécessaire, sert contre toute attente à embellir l'ordre libéral-démocratique. Audier n'a pas non plus d'objections à faire à l'idée que Mai 68 était « le plus raisonnable des mouvements sociaux ». *La Pensée anti-68* n'existe que pour faire passer ce message. La façon qu'il a de saupoudrer de manière bien ordonnée une série de penseurs le long de l'axe du libéralisme – de Tocqueville et Aron à Sartre et Mendès France – suggère que Mai 68 était précisément une manifestation de plus de ce même libéralisme, un maillon de plus de la longue chaîne qui ne cesse d'étendre l'emprise de la raison politique en France. Au fond, Audier n'est donc pas véritablement en désaccord avec le diagnostic de la *Modeste contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire*. Ce qu'il ne peut supporter, c'est que Debray qualifie de victoire ce que lui conçoit comme pitoyable.

Les lignes qui précèdent ne visent aucunement à soutenir l'interprétation que donne Debray de la révolte elle-même. Aucune interprétation qui se contente de lui attribuer certains effets *a posteriori*, sans chercher en même temps ses causes historiques et sans explorer ses dynamiques internes, n'est susceptible d'être satisfaisante. De nombreux documents datant de mai et juin 1968 signalent des issues alternatives. Dès le 22 mai, un pamphlet publié par le Conseil pour le maintien des occupations, intitulé *Pour le pouvoir des conseils ouvriers*, esquissait sobrement divers scénarios : « Le gaullisme peut traiter, essentiellement avec le PC-CGT (serait-ce indirectement), de la démobilisation des ouvriers en échange d'avantages économiques : on réprimerait alors les courants radicaux. Le pouvoir peut passer à "la gauche", qui fera la même politique, quoique à partir d'une position plus affaiblie. On peut aussi tenter la répression par la force. Enfin, les ouvriers peuvent prendre le dessus, en parlant pour eux-mêmes, et en prenant conscience de revendications qui soient au niveau du radicalisme des formes de lutte qu'ils ont déjà mises en pratique. »

Le mouvement fut trahi et éradiqué – mais pas soudainement, ni de manière inattendue. Le modèle de rupture immédiate comme réconciliation ultime que propose Debray ne peut en définitive expliquer les effets culturels que ce modèle attribue à la révolte de Mai, puisqu'ils sont plus ou moins survenus dans tous les pays occidentaux concernés par la modernisation capitaliste, qu'ils aient connu un soulèvement similaire ou non. Ross remarque qu'une transition vers le fordisme et les habitudes de consommation américaines étaient déjà en cours depuis quelque temps dans la Ve République : « Les événements de Mai 68 constituent une interruption, non une accélération, dans le récit de ce processus. »

Dans leur sens strict, les mots d'ordre de la révolte confirment cette idée. Il suffit de se rappeler la charge situationniste contre les fétiches du consumérisme et du spectacle pour que leur vérité apparaisse. Mais il est également indéniable que le soulèvement a exprimé une énorme explosion contre l'étroitesse de la morale et de la tradition culturelle en France, et contre les rigidités disciplinaires de tout type d'institution, depuis les écoles jusqu'aux usines. En ce sens, la révolte contenait effectivement une charge puissante d'émancipation individuelle et de désinhibition. Mais c'était toujours en tension dialectique avec la mobilisation collective et des aspirations tout aussi puissantes à des formes de vie commune dans un système social moins sérialisé et atomisé. Tomber dans le laxisme complaisant et le consumérisme qui ont marqué les années 1970 et 1980 – la trajectoire de *Libération* est à ce titre emblématique – n'a été que le produit de la défaite du mouvement, et non un résultat prédestiné. Le capital a ensuite tiré de la complexité des événements les fils qu'il pouvait utiliser, supprimé les autres, et tissé avec ce qui restait la misérable étoffe de l'égoïsme et du conformisme que Debray a analysée avec un mépris si justifiable. Mais ce n'était pas couru d'avance. Le soulèvement a effrayé les possédants, et les menaces contre la survie du régime ont été suffisamment réelles pour que de Gaulle disparaisse en Allemagne en croyant qu'il avait besoin de la loyauté des parachutistes pour écraser la révolte.

Si l'impasse électorale de son dénouement est souvent dépeinte comme une limite fondamentale de la révolte de Mai, son refus d'une simple résolution politique était aussi et en même temps le plus grand danger qu'elle constituait pour l'ordre établi. L'occultation totale de ce paradoxe par Audier est un moyen de récupérer à bas prix les exigences démocratiques de 1968, et ce sans effrayer personne. Il conclut son livre sur une proposition particulièrement faible, même d'après ses propres critères.

Agone n°44, 2010 « Rationalité, vérité & démocratie »

Ne serait-il pas temps, demande-t-il, de dépasser « les postures qui consistent ou bien à exalter la rébellion de Mai ou bien à la condamner – chacun des deux dogmatismes se nourrissant des excès et des aveuglements de l'autre ? » (p. 352). Voici comment s'achève ce long réquisitoire contre la « réaction intellectuelle » qui condamne Mai 68 depuis quarante ans ! Et qu'en est-il de l'héritage ? Tout ce qu'Audier a à proposer, ce sont les paroles de Castoriadis, qui nous enjoint de faire attention aux « sédiments » que la révolte a laissés derrière elle, comme si on faisait attention aux décombres dérisoires de milliers de pavés ; ou encore le conseil de Lefort, selon lequel nous devons chercher des traces de Mai dans un combat permanent pour de nouveaux droits, tel que le mènent sans doute les « nouveaux mouvements sociaux » d'Alain Touraine – et certainement pas les grèves massives du genre de celles qui ont malheureusement gâté le gouvernement éclairé d'Alain Juppé en 1995.

Des clichés aussi creux nous rappellent que la question « Que s'est-il passé en 1968 ? » a toujours été écartée en répliquant : rien du tout. Selon les termes d'Aron, c'était « l'événement qui s'est avéré être un non-événement ». Les accumulations et les énumérations d'Audier (le féminisme, l'écologie, la réforme des prisons, les droits des gays, etc.), les interprétations incompatibles et pourtant invariablement hostiles de 1968 finissent par véhiculer le message selon lequel on peut potentiellement tout attribuer à cette année-là ou celui, comme le dit Ross, qu'en 1968 un peu de tout est arrivé – un peu de tout et donc surtout du rien. La leçon de *La Pensée anti-68*, c'est que, pour sauver ce qui était bon dans le mouvement – les exigences entièrement raisonnables d'une participation démocratique et un certain degré d'autogestion –, il faut d'abord le châtrer. Pour que 1968 vive dans les mémoires, il faut en fait l'atrophier. Alors seulement il peut devenir un objet de commémoration aussi consensuel qu'il est banal.

En réalité, la difficulté qu'il y a à faire de Mai un événement tourne autour de son statut non pas tant de révolution ratée ou réussie mais de *révolution tout court**. L'indécidabilité, aussi bien universitaire que populaire, de cette question est sans aucun doute liée à la difficulté conceptuelle de se souvenir de quelque chose qui est défini par sa rupture avec sa propre représentation alors que la commémoration prend inévitablement des formes visuelles et spectaculaires. En raison de toutes les façons dont Mai était exceptionnel, cela vaut la peine de rappeler son inscription dans une histoire des mouvements révolutionnaires en France – non seulement dans son hommage conscient à la Commune mais dans ses méthodes, qui furent

essentiellement celles de 1789, de 1848 ou de 1871 : les affiches, les journaux, les imprimeries clandestines, les bibliothèques et les librairies, les assemblées et les réunions secrètes, les processions, les occupations et les batailles de rue. Simplement, en mai et juin 1968, en France, très peu de choses du quotidien continuaient de fonctionner. Avec neuf à dix millions de personnes en grève à travers le pays, il n'y avait ni télévision, ni trains, ni collecte des déchets – un transistor, des livres et des papiers, des réunions dans la rue, c'étaient là les seuls moyens de savoir ce qui se passait. Loin de marquer la tranquille transition du graphème à la vidéosphère, le mouvement était au moins en partie une révolte contre tous les moyens officiels d'appréhender le monde.

La trahison de 1968 par autant de *soixante-huitards* carriéristes ne prouve pas grand-chose. Si la révolte de 1871 reste intacte pour nous, ce n'est pas parce qu'il lui manquait sa part de traîtres. Kouchner ou July ont eu bien des ancêtres. Le journaliste Henri Rochefort a commencé comme républicain sous l'Empire, est arrivé à Paris pour soutenir la Commune, a été déporté avec Louise Michel en Nouvelle-Calédonie ; et de retour, il est devenu boulangiste et antidreyfusard. Exemple sorti d'un chapeau sans fond ! Le fait que personne n'ait eu à écouter Rochefort parler de la fin de l'histoire tous les soirs à la télévision aide au moins un peu à expliquer pourquoi 1968 peut être présenté à la fois comme un non-événement et l'indépassable dernier hoquet du temps qui nous a menés à notre présent non-révolutionnaire.

Pour l'historien convaincu que même les morts ne sont pas à l'abri de la postérité, que faire quand ils continuent de vivre ? Au milieu de cet oubli collectif, orchestré comme une obsession collective autour de 1968, un célèbre épigramme de Marx, rédigé alors qu'il écrivait l'histoire d'une révolution et son retournement en *coup d'État**, prend un nouveau sens. Que les hommes font leur propre histoire mais ne la font pas à leur guise, voilà qui peut être pris comme une remontrance dirigée tout autant contre les confrères historiens de Marx – parmi eux, Hugo et Proudhon – que contre tout prince aventureux ou tout révolutionnaire. Mai 68 est ce coup imprévu, toujours en attente de ceux qui prendront au sérieux la place qui lui revient dans l'histoire, plutôt que d'en disposer à leur guise.

ALEXANDER ZEVIN

Texte traduit de l'anglais par Clément Petitjean